

# LE TRAVAIL AFFRANCHI.

BUREAUX : RUE DES SAINTS-PERES, 16.

Ce Journal paraît tous les Dimanches. — Les manuscrits ne sont pas rendus.

PARIS, un an, 5 fr. — Six mois, 3 fr. 50. — Trois mois, 1 fr. 50.  
DÉPARTEMENTS, un an, 7 fr. — Six mois, 3 fr. 50. — (Affranchir).

Les bureaux sont ouverts tous les jours, de dix heures du matin à quatre heures du soir.

**SOMMAIRE:** Déclaration des journaux démocratiques. Protestation des Amis de la Constitution. — Droit de réunion et d'association. — Abolition de la peine de mort. — Manifeste de la rue de Poitiers. — La guerre. — Semaine parlementaire. Equilibre de population (suite). — Poésie populaire: la Chanson de la Chemise. — Feuilleton: Enseignement musical. — Acte de société entre ouvriers et patron.

## DÉCLARATION.

L'article 1<sup>er</sup> du projet de loi contre les clubs viole l'article 8 de la Constitution ;

C'est une atteinte directe au droit de réunion et d'association ;

C'est un attentat contre la République.

Les représentants qui se sont abstenus ont fait leur devoir. Qu'ils persévèrent !

La presse démocratique et le peuple sont avec eux contre les ennemis de la Constitution, qui sont aussi ceux de la présérité publique.

Le peuple restera calme. Il attend.

Ont signé: les rédacteurs des journaux la *Réforme*, la *Démocratie pacifique*, la *République*, le *Peuple*, la *Révolution démocratique et sociale*, le *Populaire*, le *Travail affranchi*.

## ASSOCIATION DÉMOCRATIQUE DES AMIS DE LA CONSTITUTION.

L'Association démocratique des Amis de la Constitution, considérant que dans une nation libre le droit de réunion et d'association est inaliénable et imprescriptible, que ce droit sacré est garanti par l'art. 8 du pacte fondamental constitutionnel ;

Que le projet de loi contre les clubs, présenté par le ministère, est une atteinte portée à ce droit ;

Proteste avec énergie contre cette violation de la Constitution et espère que les citoyens représentants du peuple rejeteront ce projet de loi.

Adopté à l'unanimité par les membres du bureau :

Buchez, président; Labelonye, Ph. Lebas, Grévy, Dauphin, Degoussée, Desmarest, vice-présidents; Buisson, Pompée, Monduit, Bayard, Thunot, Dejoux, secrétaires; Paillard, trésorier; Choizet, trésorier-adjoint.

## DU DROIT DE RÉUNION ET D'ASSOCIATION.

Au nom du droit de réunion, à propos d'un banquet organisé par M. Barrot et par les députés de la gauche constitutionnelle, la révolution de février a été accomplie.

Aujourd'hui, sous le ministère de M. Barrot, malgré le texte formel de l'article 8 de la Constitution, les banquets sont interdits, le droit de réunion va être supprimé. M. Barrot donne un démenti solennel à son passé; MM. Duchâtel et Guizot sont vengés.

Si le scandaleux projet de loi du ministère avait eu seulement pour objet de réglementer les clubs, de les soumettre à une surveillance efficace, de réprimer les abus d'un droit incontesté, l'opinion publique ne se serait point émue; mais c'est le droit même que l'on conteste, que l'on met audacieusement en question.

Et ce projet est présenté au moment où les clubs avaient à peu près cessé d'exister. Dirigée exclusivement contre les clubs, la loi nouvelle est inutile; dirigée contre le droit de réunion, elle est inconstitutionnelle.

Quant à nous, nous ne sommes point partisans de ces réunions tumultueuses où l'on parle aux préjugés et aux passions plutôt qu'à la raison des auditeurs; mais nous tenons au droit de réunion, mais nous voulons que les citoyens puissent s'assembler librement pour s'éclairer, pour discuter, même sans l'agrément des officiers de police. Que l'autorité prétende avoir le droit d'envoyer un agent dans les clubs, nous n'y trouvons rien à redire; qu'elle poursuive les auteurs de toute provocation factieuse, c'est un droit que nous ne lui contestons pas.

D'après la loi nouvelle, nous serons moins libres sous la république que nous ne l'étions sous la monarchie; et bientôt il n'existera plus en France d'autres associations que les communautés religieuses et la compagnie de Jésus. Réunions électales, conférences scientifiques, associations littéraires ou industrielles, fêtes et banquets, tout pourra être interdit, selon le bon plaisir de la police; nous retomberons sous le régime de l'arbitraire et des interprétations.

En juillet dernier, on voulait seulement réglementer les clubs, mais non les prohiber; en mars, on les supprime d'une manière absolue. Bientôt ce sera le tour des réunions les plus inoffensives, des associations industrielles.

On commencera par sévir contre les associations d'ouvriers, que la Constitution protège et encourage, car c'est surtout contre ces associations que la nouvelle loi est dirigée. On défendra aux associés de se réunir pour discuter leurs intérêts, sous prétexte qu'il s'occupent de politique, puis de se réunir pour travailler. On dissoudra ces associations par la force, on dira que les ateliers sont des clubs et on les fermera.

Quand un principe est entamé, tous les abus passent par la brèche: l'exception devient la règle générale, le droit n'existe plus. Avant longtemps, il ne restera rien, absolument rien de l'art. 8 de la Constitution. *Les amis de la Constitution eux-mêmes* seront considérés comme des factieux. Toute association, toute réunion est condamnée par nos lois. La loi de juillet prohibe d'une manière absolue les sociétés secrètes; elle soumet les sociétés non publiques à l'autorisation préalable de l'autorité; elle tolère les sociétés publiques, il est vrai; mais ces sociétés sont considérées comme clubs, et maintenant les clubs sont interdits. Que nous reste-t-il donc? La liberté de chacun de nous est à la merci des sergents de ville qui interpréteront à leur façon la charte de 1848 et qui prononceront, en dernier ressort, avec coups et blessures...

M. Barrot, il est vrai, est venu nous donner sa parole que le droit de réunion serait respecté. Mais alors même que la parole politique de M. Barrot n'aurait pas cessé d'être une garantie, même pour ses anciens amis, qui peut répondre des ministres à venir? Ce que vaut la parole d'un ministre, nous le savons par la loi sur les annonces judiciaires.

C'est la garantie de la loi qu'il nous faut, la garantie de la Constitution.

Le ministère est venu agiter ce brandon de discorde, au moment où les affaires commençaient à reprendre, la confiance et le crédit à renaître, les haines à s'assoupir, la république à se consolider et à rallier toutes les classes de citoyens. Ils choisissent le moment où le gouvernement devient facile pour déclarer qu'il y a impossibilité de gouverner, pour jeter l'alarme dans la population, pour effrayer tous les intérêts, pour paralyser le commerce et l'industrie. Des ennemis passionnés de la république ne s'y seraient pas pris autrement.

Le manifeste de la rue de Poitiers constatait

l'autre jour que les républicains les plus exaltés avaient renoncé à la violence, paraissaient disposés à ne plus employer désormais que les moyens légaux. Aussitôt le ministère s'empresse de soulever des débats irritants pour raviver l'agitation qui se calme, de gêner la vente des journaux dans la rue pour mettre la patience du peuple à une nouvelle épreuve. On dirait que l'ordre et la tranquillité le contrariaient et le désespèrent; il semble craindre que la France, fatiguée de bouleversements et de révolutions, veuille sincèrement maintenir l'ordre établi, s'en tenir à la république....

En même temps, les coalisés de la rue de Poitiers disent aux électeurs de France qu'il faut réviser la Constitution; les amis maladroits du président parlent de présidence décennale, de consulat à vie, pendant que les légitimistes purs, de leur côté, prônent la présidence héréditaire. Empire, disent les uns; Régence, répondent les autres; Suffrage universel et droit divin, disent à leur tour les partisans de l'ancien régime! Détruisons la république, n'importe par quels moyens, disent les meneurs des différents partis, nous verrons après qui l'emportera! — C'est la guerre civile en perspective.

Le devoir de tous les bons citoyens est de se rallier autour de la Constitution, de ne pas souffrir qu'on y porte la moindre atteinte. Le jour où la Constitution aura été violée, fût-elle même avec une apparence de légalité, ce jour-là elle aura perdu toute force, tout prestige, et la brèche sera de nouveau ouverte aux révolutions.

Nous espérons encore que la majorité des représentants, lors de la troisième lecture, repoussera définitivement le projet de loi de M. Faucher.

Depuis huit jours, le *Constitutionnel* annonce une émeute pour le 26 de ce mois. La feuille réactionnaire prend ses rêves pour des prophéties. Elle en sera pour ses espérances et pour ses frais d'imagination.

## ABOLITION ABSOLUE DE LA PEINE DE MORT.

Le lendemain de la révolution de février, le peuple qui venait de renverser la royauté demanda l'abolition de la peine de mort et la destruction de la guillotine. Il lui semblait que désormais le roi et le bourreau étaient également inutiles, et que, pour briser solennellement avec le passé, il fallait brûler en même temps le trône et l'échafaud.

Le gouvernement provisoire, malheureusement, n'osa pas se montrer aussi logicien, aussi prévoyant que le peuple; il se contenta d'abolir la peine de mort en matière politique. Ce fut une grande faute, une faute qui a été partagée depuis par les auteurs de la Constitution. Détruisez à tout jamais l'échafaud, si vous ne voulez pas qu'il soit relevé, tôt ou tard, même pour cause politique, disaient les abolitionnistes, car vous ne savez pas ce qui peut arriver!

Moins de treize mois après la révolution, samedi 17 mars, nous avons vu reparaître la hideuse guillotine. On a beau dire que les suppliciés s'étaient rendus coupables d'assassinat; on peut toujours répondre que le crime a été commis au milieu des horreurs de la guerre civile, par suite du déchaînement des passions politiques poussées jusqu'au paroxysme; on peut répondre que les accusés ont été traduits devant un tribunal exceptionnel, institué par une loi



politique, et non pas condamnés en cour d'assises comme des assassins ordinaires. Si le crime n'était pas politique, pourquoi les coupables ont-ils été jugés par un conseil de guerre? Si le crime se rattachait à des causes politiques, pourquoi y a-t-il eu exécution? Enfin, si la peine a été prononcée en vertu de l'état de siège (mesure de salut public, mesure essentiellement politique), pourquoi les coupables, condamnés militairement, n'ont-ils pas été militairement exécutés? Est-ce que le bourreau est chargé d'exécuter les sentences des conseils de guerre? A-t-on pensé que l'intervention du bourreau enlèverait à l'exécution tout caractère politique? Ah! puisqu'il vous fallait, à tout prix, une expiation sanglante, mieux valait cent fois faire fusiller les victimes et laisser croire que vous appliquiez les lois de la guerre dans toute leur rigueur!

Mais où était la nécessité d'invoquer la loi du talion, de demander sang pour sang? Cette exécution a surpris tout le monde, plongé Paris dans la consternation; elle a ravivé, à neuf mois de distance, le souvenir de nos plus mauvais jours, quand les haines commençaient déjà à s'amortir, les plaies à se cicatriser.

C'est la plus grande faute qui ait été commise depuis février. Pour nous, qui avons horreur du sang versé, soit sur l'échafaud, soit sur les champs de batailles, soit dans les guerres civiles, nous ne connaissons qu'un moyen de réparer, d'effacer cette faute, de prévenir les conséquences que nous redoutons pour l'avenir: c'est de faire aujourd'hui ce qu'on aurait dû faire le lendemain de la révolution, d'abolir la peine de mort d'une manière absolue, de brûler la guillotine, de ne plus laisser le moindre prétexte aux interprétations, de mettre nos lois en harmonie avec nos mœurs. Plus de sang, soit au nom de la justice, soit au nom de la vengeance, soit au nom de la colère ou de la peur!

On a voulu faire de la force et de l'intimidation, comme MM. Hébert, Duchâtel et Guizot à Buzançais! De la force, toujours de la force! Mieux vaudrait faire preuve de raison et d'humanité; car si à la force on peut opposer la force, on ne peut rien opposer à la raison.

Nous ne comprenons pas comment M. Louis-Napoléon Bonaparte, MM. Barrot, Passy, Drouin de Lhuys, Buffet, Lacrosse; comment M. de Tracy, qui, chaque année, réclamait à l'ancienne-chambre des députés l'abolition absolue de la peine de mort, ont pu signer cet ordre d'exécution, et nous ne le comprendrons jamais.

Nous espérons pouvoir donner, dans notre numéro de ce jour, le manifeste électoral de la presse démocratique et socialiste. Mais les événements politiques qui sont survenus ces derniers jours ont décidé la commission à retarder la publication de ce programme, dont la rédaction pourrait être modifiée par le vote d'une loi contre le droit de réunion.

#### LE MANIFESTE ÉLECTORAL DE LA RUE DE POITIERS.

Un des souvenirs les plus honteux qui nous soit resté du gouvernement constitutionnel est celui de la coalition de 1839.

C'est en ce temps-là qu'on vit, pour la première fois en France, tous les chefs des divers partis politiques qui divisaient le pays et les chambres, abjurer leurs haines de la veille pour s'unir contre l'ennemi commun, M. Molé, le chef du cabinet du 15 avril, coupable d'avoir vécu treize à quatorze mois.

A la tête des coalisés marchaient M. Guizot et M. Thiers, les deux mauvais génies de la monarchie de Juillet; les deux émules de basse ambition et de servilité dont le nom occupe toujours la première page dans l'histoire des souillures de l'époque.

A gauche et à droite des grands chefs volt-

geaient leurs lieutenants fidèles, les Jaubert et les Duvergier de Hauranne. La haine commune du ministre régnant avait rallié à M. Guizot la sympathie de M. Barrot et de M. Berryer, ses ennemis de dix ans. M. François Arago a demandé depuis pardon à Dieu et aux hommes d'avoir donné les mains à cette manœuvre indigne. L'intrigue triompha, mais elle tua moralement les vainqueurs. La coalition infligea le nom d'intrigants à tous les hommes de quelque valeur qui y prirent part. Le *Journal des Débats*, qui n'a jamais été un puritain bien farouche en matière de fidélité politique, écrivit que M. Guizot aurait peut-être encore son concours, mais que jamais il n'aurait son estime.

La coalition de 1839 entra pour une part importante dans les progrès de cette révolution du mépris qui jeta bas en quelques heures la monarchie constitutionnelle défendue par MM. Thiers, Barrot, Guizot et Duvergier de Hauranne, les derniers ministres de Louis-Philippe.

Voici revenir, à dix ans de distance, mais enjolivé de circonstances aggravantes, le scandale de la coalition de 1839.

Soixante-douze députés conservateurs de toutes nuances déclarèrent qu'ils abjurent aussi leurs querelles et leurs antagonismes de la veille et de l'avant-veille, pour s'unir contre l'ennemi commun et sauver la société en péril.

Cette fois, ce n'est pas le nom de M. Molé que la coalition dévoue aux dieux infernaux. Le bouc émissaire des iniquités de la politique s'appelle aujourd'hui le socialisme, et le nom de M. Molé figure à côté de ceux de MM. Barrot, de Broglie, Berryer et Duvergier de Hauranne sur la liste des coalisés. M. Durand de Romorantin, le farouche opposant de la veille, a suspendu son écusson au plus près de celui de M. de Morny, le porte-étendard des satisfaits. M. Thiers, qui a acheté le corps de la duchesse de Berry à un juif; le maréchal Bugeaud, qui a servi de sage-femme à la princesse du sang, serrent la main aux ducs de Noailles et aux princes de Chalais, les fidèles du drapeau sans tache. Le juif Fould y coudoie le fils du croisé Montalembert. Tous ces chevaliers sans peur et sans reproche se sont donné pour mission suprême de consolider la société ébranlée par les doctrines du socialisme. C'est M. Thiers et M. Victor Hugo qui sont spécialement chargés par l'honorable confrérie de défendre et protéger contre tout venant la sainteté du mariage et l'honneur des familles. *Proh pudor!*

Nous n'avons point à salir nos colonnes de la reproduction de ce ridicule manifeste de la coalition de 1849. On le dit rédigé par M. Thiers. Le style du factum est, en effet, à la hauteur des idées de ce receveur général du Nord. C'est flasque, vide et commun.

Le manifeste de la rue de Poitiers est l'expression de toutes les haines royalistes coalisées contre la République. La coalition de 1849 est destinée à être engloutie comme l'autre sous une nouvelle révolution du mépris.

A. T.

Les hommes qui sont partisans obstinés des grandes armées et des grandes flottes, ont beau avoir la bouche pleine du nom de la liberté; ce sont les complices ou les dupes des plus grands ennemis que la liberté ait jamais eus.

Michel CHEVALIER.

#### LA GUERRE, SON EUT ET SA NÉCESSITÉ.

La guerre européenne vient de se rallumer en Hongrie et en Italie. Elle ne doit pas s'éteindre avant que la carte de l'Europe n'ait été totalement remaniée.

L'Europe actuelle est l'œuvre des traités de 1815, traités que dicta l'esprit du mal et que la main de l'Angleterre écrivit. Ces traités sont la consécration solennelle de la suprématie abso-

lue de la Grande-Bretagne. On ne peut les déchirer sans démolir par un coin l'échafaudage de la puissance britannique. C'est pour cela que le capitif de Sainte-Hélène, prévoyant l'époque où l'Europe serait républicaine ou cosaque, assigne au même temps la banqueroute de l'Angleterre et la décadence et le châtiment de cette aristocratie des lords, si barbare, si avide, si pleine de mépris pour les droits des nationalités.

L'Angleterre avait deux choses à faire pour s'approprier à elle seule tous les profits de sa grande victoire de 1815: tenir, le plus longtemps possible la France, sa rivale redoutable, écrasée sous le poids de sa défaite, arrêter le développement des puissances coalisées.

La politique infernale de l'Angleterre s'était proposée ce double but, et elle l'atteignit sans peine. Elle exploita contre la France la terreur des armes et de l'ambition de la France, qui dominait alors tous les esprits et enflammait tous les ressentiments. Elle fit à tous les États coalisés, de leur part même de butin, un élément de ruine, un principe de mort. Satan eût tenu la plume aux congrès de 1815, que le traité n'eût pas été mieux conçu.

L'Angleterre a refait en 1815 l'Europe continentale avec une si admirable entente de machiavélisme politique, que chaque agrandissement de territoire concédé par elle à ses alliés est devenu pour ceux-ci une cause incessante d'affaiblissement.

Pour témoigner sa reconnaissance aux trois grands États qui avaient vaincu avec elle et pour elle, la Russie, la Prusse et l'Autriche, l'Angleterre commença par leur river aux pieds le boulet commun de la Pologne. On parlait vaguement des droits de la nationalité polonaise, afin d'avoir un prétexte de protester, le cas échéant, contre la sanglante iniquité du partage de la nation martyre dont le supplice appelle les représailles de Dieu.

Mais les dépouilles volées de la Pologne ne suffiraient pas à alourdir et à entraver la marche de l'Autriche et de la Prusse. L'Angleterre voue la première de ces puissances à l'implacable exécution des peuples de la Péninsule italique, en lui cédant la Lombardie et Venise.

Elle fait don à la Prusse absolutiste des provinces rhénanes, avec le Code civil français par dessus le marché.

Elle n'a pas à s'inquiéter de l'avenir des États intermédiaires. Elle a pied sur l'Espagne par Gibraltar et le Portugal. Elle tient la navigation de la Méditerranée par Malte, Corfou, la Sicile; celle du Nord par Hélioland. Les yeux de ses navires voient partout.

La Pologne, la Lombardie, les frontières du Rhin et le Code civil français en Allemagne, c'était plus d'éléments de discorde et de révolutions qu'il n'en fallait pour occuper les grandes puissances chez elles et pour les empêcher de jamais désarmer. Voilà donc, par le seul fait des traités de partage de 1815, l'Europe continentale fatalement condamnée au régime de la paix armée.

Le régime de la paix armée impose aux nations contraintes de le subir toutes les charges de l'état de guerre, moins la chance des bénéfices de la victoire. L'état de paix armée, c'est l'entretien d'innombrables armées inutiles, c'est l'accroissement toujours plus onéreux des charges de l'impôt, c'est le mécontentement progressif des populations, la menace permanente des révolutions et des émeutes, la ruine de toutes les puissances du continent, l'arrêt de mort de leur industrie.

Une seule nation profite de tous les embarras intérieurs du continent: cette nation est l'Angleterre, que sa position insulaire exempte de l'entretien de dispendieuses armées de terre; l'Angleterre, dont l'industrie manufacturière bénéficie de tous les obstacles apportés par l'état de paix armée à l'essor des industries rivales de l'étranger.

La guerre et la détresse chez les états du con-



finent font la paix et la prospérité chez l'Angleterre. Le système de paix armée, comme les traités de 1815 l'ont bâti, a coûté 50 milliards à l'Europe continentale depuis moins de 40 ans; cinquante milliards dont la majeure partie s'est enfouie dans les coffres des capitalistes anglais; car l'Angleterre seule s'est enrichie du désastre commun. Elle ne sait que faire aujourd'hui de son or. Il semble qu'à chacune des misères et des douleurs des peuples corresponde une splendeur nouvelle, une nouvelle joie de l'Angleterre. L'aristocratie anglaise est le vautour insatiable que la main du génie du mal a attaché aux flancs de l'humanité pour s'abreuver de son sang et se repaître de ses chairs.

Voilà l'état de l'Europe. La guerre, de quel côté qu'elle arrive, vise fatalement à changer la distribution des contrées européennes et à déchirer les traités de 1815. Donc, l'Angleterre ne peut pas voir la guerre de bon œil; que nul ne s'abuse à cet égard. L'Angleterre protestera aussi énergiquement que l'Autriche et la Russie en faveur du maintien des traités.

Ce n'est pas la guerre qu'il lui faut, encore une fois, mais la crainte perpétuelle de la guerre. En conséquence, c'est elle qui arme les Espagnols et les Cabral contre les gouvernements d'Espagne et de Portugal, afin d'avoir l'occasion d'offrir son intervention armée pour rétablir l'harmonie et la paix en ces royaumes désolés. Son jeu sera le même dans cette guerre absurde des duchés du Nord, où sa main fait jouer les ficelles et où elle intervient diplomatiquement, de temps à autre, pour rétablir le bon accord entre le Danemark et la Prusse, jusqu'à ce que l'irritation des parties belligérantes soit suffisamment chauffée. L'Angleterre est aussi l'amie du Bourbon de Naples, aux ancêtres duquel elle a rendu leur trône. Par malheur, l'amitié de l'Angleterre est plus mortelle encore et plus vénéneuse que sa haine. La politique britannique a besoin d'un pied-à-terre, d'un autre Portugal dans les mers d'Italie, et elle a avisé que la grande île de la Sicile répondrait admirablement à ses vues. Alors, elle a fait une Constitution pour la Sicile, comme elle en a fait pour la France, pour le Portugal et l'Espagne; et la Sicile s'est insurgée contre Naples pour jouir de cette Constitution. Et aujourd'hui que la guerre est engagée entre la terre ferme et l'île, l'Angleterre propose sa médiation.

La guerre du Piémont contre l'Autriche est une guerre qui menace les traités de 1815. L'Angleterre, effrayée des périls que courait, l'an passé, l'ordre européen fondé par elle, est intervenue aussitôt pour porter secours à l'Autriche. Elle a proposé, comme toujours, son intervention amicale. Elle a obtenu l'armistice; elle a empêché les Piémontais de profiter des bénéfices d'une attaque vigoureuse; elle a laissé se refroidir l'enthousiasme des populations opprimées, et peu à peu le Radetski a repris l'offensive, a chassé devant lui les soldats de Charles-Albert, est rentré dans Milan, ce que voulait l'Angleterre; et la France, qui avait juré, dans son manifeste de mars, de voler au secours de l'Italie opprimée, la France, au lieu de tenir sa parole solennelle, s'est sottement associée aux roueries de la diplomatie anglaise, qu'elle ne devine même pas.

Cependant, la crédulité et la longanimité ont leur terme, et le roi de Piémont, Charles-Albert, n'a pu accepter plus longtemps le rôle de dupe et de patient que lui voulaient infliger les médiateurs. Charles-Albert a signifié aux envoyés d'Angleterre et de France qu'il en avait assez de leurs bons offices et de leurs bons conseils. Il a déclaré de plus, dans un noble langage, que si la France républicaine se résignait si facilement à abandonner la malheureuse Italie à son sort, lui, le roi de Sardaigne, défendrait plus fidèlement la cause de sa patrie et de la liberté, aimant mieux perdre sa couronne avec gloire que de la conserver par la honte et la trahison.

Que les actes de Charles-Albert maintenant

répondent à ses paroles, et qu'il sauve sa couronne en sauvant l'Italie. Et qu'il ne craigne pas de marcher longtemps seul à l'affranchissement de sa patrie; il n'y a pas de puissance au monde qui soit de force à empêcher prochainement la France de le suivre.

Car nous disons et nous pensons que la France d'aujourd'hui, si dégénérée qu'on la suppose, ne peut pas répudier à toujours l'exemple de la Convention, qui, dans un moment de charité sublime, déclara la France l'amie de toutes les nations opprimées. Il faut que, tôt ou tard, demain ou après, nous nous déclarions aussi les amis de tous ceux qui souffrent, sans distinction de contrées ni de races. Il faut que nous tendions nos mains, à peine dégagées de leurs entraves séculaires, à nos frères les ilotes enchaînés de l'aristocratie normande, germaine ou moscovite. Et nous appelons de nos vœux ardents le jour où toutes ces mains affranchies pourront se serrer dans une immortelle étreinte et jeter à tous les despotes consternés le gage de défi.

Nous l'avouons humblement, malgré notre horreur de la guerre, nous nous sommes pris plus d'une fois, depuis un an, à regretter que pas un des hommes d'Etat de la nouvelle République française n'ait eu le courage de profiter du sublime élan de liberté provoqué par l'explosion de février au sein des populations européennes; n'ait osé mettre l'absolutisme au ban des peuples et décréter la guerre sainte contre tous les bourreaux de la terre, pour en finir avec eux et avec la guerre dans une dernière lutte; pour rendre définitivement au travail producteur tous les bras homicides employés à détruire. Oh! que ceux à qui il fut donné de tenter ce projet grandiose d'émancipation universelle des esclaves et à qui le cœur a manqué à l'heure de l'action, puissent trouver leur pardon dans leur propre conscience; car l'histoire de demain, qui devra enregistrer les crimes de leur faiblesse, ne la leur pardonnera pas.

Mieux vaut encore le sang que la honte des hontes, que la France républicaine reniant la liberté et s'unissant à l'Angleterre pour préserver de tout accident les traités de 1815 forgés par l'anglais contre nous!

A. T.

L'industrialisme a marché, la production a continué à s'accroître d'une manière désordonnée, mais avec elle s'est accrue aussi la détresse du producteur. Les crises des manufactures se reproduisaient autrefois au bout d'un cycle de quelques années, aujourd'hui il dure à peine quelques mois, quelques semaines. Qu'on ouvre au hasard quelque journal anglais quotidien que ce soit, on est sûr d'y trouver les détails d'une effroyable misère, tour à tour dans l'un ou l'autre des districts manufacturiers. Le commerce semble un malade dans un état de fièvre ardente, on s'étonne et l'on s'effraie de la prodigieuse rapidité de ses pulsations.

SISMONDI.

#### SEMAINE PARLEMENTAIRE.

La réaction a redressé l'échafaud politique, supprimé les clubs, révoqué l'autorisation de vendre certains journaux dans la rue. Voilà ses trophées de la semaine. L'Assemblée nationale s'est associée au mouvement réactionnaire par son vote d'interdiction des clubs, et elle a oublié de protester contre la résurrection de l'échafaud politique, redressé malgré la prohibition formelle du peuple souverain.

C'était M. Léon Faucher, l'économiste, qui proposait la suppression des clubs, autrement dit du droit de réunion. M. Léon Faucher est l'obligé d'un banquier de Juda qui lui a fait avoir, dans le temps, une petite place de 12 à 15,000 francs au chemin de fer de Strasbourg. Le marchand d'écus israélite a signifié à son féal d'a-

voir à faire taire les clubs dont le tapage, à ce qu'il paraît, agaçait les joueurs de bourse, et gênait l'ascension des cours. M. Léon Faucher, qui ne pouvait pas se douter, il y a quelques années, qu'il serait jamais ministre, et qui, dans cet espoir légitime, avait promis à son riche bienfaiteur d'être tout à lui désormais, M. Léon Faucher a été forcé de s'exécuter, et s'est exécuté avec rage. La question des clubs, s'est-il écrié avec l'accent de fureur concentrée qui le caractérise, est une question de vie ou de mort pour Juda, je veux dire pour la France. Si vous n'osez supprimer ces cours publics d'anarchie et de révolution, je ne réponds plus du salut de la France... Le journal la *Patrie* a trouvé ce mouvement oratoire sublime.

M. Léon Faucher n'a pas posé pour l'Apollon du Belvédère, ce qui veut dire qu'il serait le moins beau des mortels, si M. Crémieux, l'avocat, n'était pas inventé. Or, maître Crémieux avait été précisément choisi par ses collègues pour rapporter du projet de loi contre les clubs et pour tenir tête au ministre. C'était un fort triste spectacle à contempler que la lutte de ces deux hommes d'Etat, trop peu favorisés de la nature.

Tout ce qu'il y avait à dire en faveur du droit de réunion avait été dit le 24 février 1848 par le peuple de Paris, mais l'histoire est muette pour les petits ministres de la taille des Barrot et des Léon Faucher. M. Jules Favre qui serait le plus spirituel et le plus éloquent des orateurs de la Constituante, s'il n'avait eu le malheur d'exercer trop longtemps la profession d'avocat, M. Jules Favre a essayé de reprendre et de développer la thèse défendue avec quelque succès par le peuple au 24 février. Il a démontré, avec un art infini à ses collègues, la justesse de la fameuse loi politique de Mariotte: que la force d'explosion des libertés publiques est en raison directe des poids qui les compriment. M. Jules Favre a parfaitement établi ensuite, et conformément à cette loi, que le club était une soupape de sûreté indispensable à l'action de la machine gouvernementale, comme servant à la débarrasser de l'excès de force explosive. Mais ceci était évidemment beaucoup trop fort et beaucoup trop savant pour la plupart de ceux qui l'écoutaient: l'avocat s'est perdu auprès de la majorité par la science.

Et après s'être aliéné la majorité par un abus de savoir, il s'est aliéné la minorité par un abus d'ignorance mal rehaussée d'épigrammes. M. Jules Favre a divagué fort impertinamment sur l'innocuité du socialisme, attribuant arbitrairement à telle ou telle école des principes et des institutions qui juraient avec ses formules. M. Jules Favre a prouvé, une fois de plus, qu'un homme d'esprit qui a fait le commerce de paroles, parle tout aussi bien sur ce qu'il sait que sur ce qu'il ne sait pas; ce qui fait qu'à la fin personne ne l'écoute.

Nous ne conservons aucune rancune contre M. Jules Favre, à raison de ses épigrammes contre le socialisme. Nous savons bien, d'ailleurs, que M. Jules Favre a trop de perspicacité dans l'intelligence, pour ne pas être des nôtres quand notre heure sera venue. Nous regrettons seulement de ne pas voir un esprit aussi distingué, abjurer complètement, dès aujourd'hui, le culte des faux dieux, et se dévouer corps et âme, au service des idées nouvelles qui peuvent seules donner essor aux grands talents et aux ambitions légitimes. Un homme habile doit toujours craindre d'augmenter par une manifestation imprudente la difficulté d'une conversion future.

C'est pour n'avoir pas osé dire tout ce qu'il y avait au fond de la question, c'est pour avoir voulu mettre trop de monde de son côté, que M. Jules Favre a laissé succomber le droit de réunion dont il avait pris la défense. Il doit être douloureux pour un orateur de race comme M. Favre d'être battu au scrutin par des orateurs de contrebande comme les Payer, les Kerdrel et les Léon Faucher. Pourquoi aussi cette bordée ma-



ladroite contre le socialisme et les clubs ?

L'auteur de cet article a vu, dans les premiers jours de la révolution dernière, l'éloquent avocat se présenter dans un club socialiste avec l'humilité du cathécumène ignorant et désireux de s'instruire. Alors le langage du candidat différait quelque peu de celui du représentant d'aujourd'hui. Ce langage, si nous avons bonne mémoire, était plus poli et moins protecteur, plus sensé et moins spirituel à l'endroit des socialistes. On venait à nous comme autrefois les Grecs aux prêtres de Memphis, pour apprendre à penser... Nous disions, nous, par modestie, que c'était plutôt pour nous apprendre à *bien dire*, et il y avait entre les parrains et le néophyte un échange charmant de cajoleries et de gracieusetés. M. Jules Favre, vous avez été ingrat envers les clubs socialistes et le bon Dieu vous a puni. Que la leçon vous profite, mais que le malheureux qui a fait Léon Faucher ministre en réponde devant Dieu !

La première discussion de la loi qui supprime le droit de réunion a duré deux séances, dont le discours de M. Jules Favre et la réponse de M. Léon Faucher ont absorbé la première. Dans la seconde, Pierre Leroux a eu l'honneur d'être rappelé à l'ordre et au silence par M. le président Marrast et par l'Assemblée nationale. Son crime était d'avoir dit d'abord qu'il n'avait jamais entendu défendre dans aucun club populaire des doctrines aussi immorales que celles dont la tribune parlementaire était quelquefois l'écho, et ensuite d'avoir accusé le ministère d'attentat contre la Constitution, à propos du redressement de l'échafaud. Après quoi, M. Crémieux nous a donné une dixième édition de l'histoire des contradictions et des palinodies de l'infortuné Odilon Barrot. Puis M. Laboulle, un avocat légitimiste, est venu présenter sous des couleurs effrayantes le pouvoir dictatorial des clubs, et l'Assemblée, impressionnée par ce récit, a voté la suppression des clubs à la majorité de 378 voix contre 359.

M. Odilon Barrot et les siens prétendent que le droit de réunion n'a pas subi le moindre dommage par le fait de la suppression des clubs : au contraire.

En effet, un amendement de la commission, adopté par l'Assemblée, dispose que l'autorité pourra permettre les réunions qui ne seront pas *permanentes* et dont l'objet sera déterminé d'avance. O mes révérendissimes Rodin et Escobar, que vous étiez de petits hommes, en comparaison de nos honnêtes et de nos modérés d'aujourd'hui !

Cependant la minorité n'a pas longtemps pris le change, et le lendemain, les représentants du tiers chargeaient M. Crémieux, rapporteur de la commission, de protester contre la violation de la Constitution et de déclarer aux deux autres ordres, au clergé et à la noblesse, que le tiers se séparait d'eux. On procède, en effet, au scrutin de division sur le deuxième paragraphe de l'article 1<sup>er</sup> ; 422 représentants seulement prennent part au vote. Ce nombre ne suffit pas pour valider le scrutin. Stupéfaction du parti royaliste. Le tiers s'esquive au milieu de l'agitation générale et se retire dans la salle du Jeu de Paume, c'est-à-dire dans l'ancienne salle de la chambre des députés.

La s'agit la question de savoir si la minorité persistera dans l'abstention, car au bout de cette abstention systématique est la guerre civile, la révolution nouvelle. C'est toujours le farouche Crémieux qui tient la parole. Ses collègues frémissent de terreur à ses accents belliqueux ; les membres de la commission qui l'entourent à la tribune manifestent hautement l'intention de s'en aller. Un cri de *sauve qui peut* se fait entendre du côté de M. Sénard, c'est le signal de la débandade universelle. Le farouche Crémieux lui-même finit par rentrer dans la grande salle pour déposer sa boule dans l'urne aux acclamations de l'ultralité universelle. Ainsi finit le second acte de la pièce.

On ne sait pas ce qu'il aurait pu advenir de

cette scission formidable, si le tiers eût persévéré dans sa résolution pendant un jour ou deux. D'abord, le vote des lois devenait impossible, et le président était mis en demeure de se débarrasser de ce méchant ministère de doublures sans cervelle, qui commence à ennuier Paris et la province.

C'était la solution naturelle et toute pacifique de la crise, solution appelée par tous les amis de l'ordre et de la République. A ce point de vue, nous regrettons que le tiers n'ait pas osé pousser les choses jusqu'à la brouille sérieuse et se soit borné à boudier dans un coin pendant quelques minutes, pour revenir, après, prendre part au scrutin et subir un échec ridicule. En ce moment, la noblesse et le clergé entonnent le chant de triomphe, et le tiers a l'air pénaud comme un écolier pris en faute ; mais la situation, à parler franchement, n'a rien qui nous rassure ; et il nous est impossible de ne pas redouter quelque malheur, quand nous voyons tous ces enfants terribles badiner avec des instruments tranchants et des armes à feu.

A la suite de ce vote, M. Ducoux vient dénoncer à l'Assemblée les manœuvres de la conspiration impérialiste, qui a enfin levé le masque, et demande l'empire décennal par voie de circulaire. L'Assemblée ne s'émeut pas de ce léger incident.

M. Victor Lefranc, pour démontrer d'une façon péremptoire que la loi contre les clubs est une véritable loi contre le droit de *réunion* et d'*association*, porte défi à M. le ministre de l'intérieur de citer un seul mode de réunion que la susdite loi n'atteigne pas. M. Léon Faucher garde un silence éloquent devant cette interpellation foudroyante.

Judi, reprise de la discussion du budget des travaux publics. Séance sans intérêt. L'Assemblée adopte généralement tous les amendements que défend le ministre. Soyez plutôt marin, M. le ministre des travaux publics, si c'est votre métier !

Séance de vendredi. Tel qui rit mercredi, vendredi pleurera. L'Assemblée avait voté mercredi l'interdiction absolue des clubs ; vendredi la commission propose le rétablissement de tous les clubs. Ceci mérite explication ; car la logique et la clarté ne sont pas les pires défauts de nos législateurs.

Par la loi de M. Faucher, toutes les réunions, même les réunions non politiques, étaient assimilées aux clubs et supprimées à ce titre. Maintenant, toutes les réunions pourriont être métamorphosées en clubs, au moyen d'une déclaration préalable ; seulement, elles ne s'appelleront plus des clubs. Le nom est supprimé, la chose subsiste. Voilà le résultat de cette fameuse campagne entreprise par le parti royaliste contre la Constitution. Gâchis, sur-gâchis, contre-gâchis.

On ne descend pas plus rapidement du Capitole à la roche Tarpéienne que ce pauvre M. Léon Faucher. On ne se déjuge pas d'une façon plus ridicule que cette pauvre assemblée nationale. Jamais réunion d'hommes sensés n'aura voté une loi plus impraticable, plus absurde, plus jésuitique que cette nouvelle loi des clubs. Enfin, force restera au droit. Vive la République !

Les tonneliers de Bordeaux et les ouvriers du Havre, qui s'étaient mis en grève, ont repris leurs travaux.

La grève des ouvriers de Rive-de-Giers continue, mais elle touche, dit-on, à son terme.

Les journaux de Paris contiennent l'annonce d'une société en commandite pour l'exploitation des mines d'or de la Californie. Après avoir fait appel aux particuliers, on s'adresse aussi aux associations ouvrières ; les actions étant à un taux peu élevé, on suppose qu'elles seront prises par les ouvriers.

Les intentions de ceux qui dirigent cette entreprise peuvent être excellentes ; mais comme on ne s'adresse qu'à l'égoïsme, comme on ne compte que sur le hasard, nous sommes étonnés de cet appel

fait aux associations ouvrières. Que l'amour du lucre aveugle un certain nombre de particuliers, nous le comprenons ; seulement, ce que nous ne comprendrions pas et ce que nous blâmerions sévèrement, si le fait se réalisait, ce serait de voir des travailleurs associés entrer dans une voie aussi funeste pour leur avenir. Nous les engageons donc à ne pas se laisser séduire par les promesses magnifiques d'un prospectus. Les ouvriers possèdent une mine que l'association rendra féconde et inépuisable. Cette mine, c'est le dévouement et le travail. S'ils entraînent, même pour quelques instants, dans des combinaisons de spéculation pure, ils reculeraient pour longtemps l'époque de leur affranchissement.

## EQUILIBRE DE POPULATION.

### II

LES ADVERSAIRES DE MALTHUS. W. GODWIN.

(Suite. I)

« Examinons combien il faut compter d'enfants » par mariage pour maintenir seulement le nombre » actuel des individus de l'espèce humaine. D'a- » bord, il est clair qu'on peut compter, l'un dans » l'autre, deux enfants par mariage, non-seulement » sans qu'il y ait le moindre accroissement de po- » pulation, mais encore avec la certitude que la » population diminuera si les naissances sont au- » dessous de ce nombre. En second lieu, il est in- » contestable que tous les nouveau-nés ne par- » viennent pas à l'âge mûr, de manière à pouvoir » propager l'espèce à leur tour ; car cette condi- » tion est de rigueur, attendu que les enfants » qui meurent en bas âge ne contribuent évidem- » ment en rien à perpétuer l'espèce. Je crois donc » qu'on pourrait, en toute sûreté, compter trois » enfants par mariage, sans qu'il y eût risque de » rendre la population surabondante. Nous savons » même que tous les économistes en accordent » quatre, attendu qu'il résulte de plusieurs dénom- » brements et tables de population que la moitié » des enfants qui viennent au monde meurent » avant l'âge viril. A ce nombre moyen d'enfants » par famille, s'il n'est question que de maintenir » le nombre d'hommes tel qu'il est actuellement, » il faut même ajouter quelque chose de plus, en » considération du fait connu que tous les hommes » et toutes femmes ne se marient pas, et que, par » conséquent, ils ne se mettent pas à même de re- » produire l'espèce.

« Lorsque Malthus veut donc nous faire croire à » sa progression géométrique ou à la tendance na- » turelle qu'à l'espèce humaine à augmenter du » double tous les vingt-cinq ans, c'est précisément » comme s'il exigeait de nous de croire qu'en pre- » nant la moyenne de tous les mariages, en compre- » nant ceux qui sont stériles, ceux dans lesquels » le mari ou la femme meurent à la fleur de l'âge ou » dans les premières années de leur union, ceux » qui sont très peu féconds, et enfin les mariages » tout à fait stériles, il faudrait, d'après cette » moyenne, compter huit enfants par mariage. »

(GODWIN, liv. 1<sup>er</sup>, ch. 4. (1))

« Les familles très nombreuses excitent toujours » l'attention, tandis que les mariages qui ne pro- » duisent que très peu d'enfants, étant extrême- » ment communs, ne sont point remarquables. Pre- » nons cinq mariages, dont l'un produise douze » enfants, un cinq, deux quatre et un qui » n'en produise point, il en résulte vingt-un en- » fants, c'est-à-dire guère plus de quatre par ma- » riage. Prenons ensuite cinq autres mariages : » que l'un produise dix-sept enfants, deux autres » deux enfants chacun, et deux point d'enfants, la » somme totale donnera encore vingt-un enfants, » ou fort peu au-delà de quatre par mariage. »

(Id., liv. 2, ch. 9.)

« Dans la question qui nous occupe au sujet de » la procréation et de la multiplication de l'espèce, » il est essentiel de se rappeler que les femmes » seules mettent au monde des enfants. Telle est » la loi de la nature ; les germes de l'espèce hu- » maine ne peuvent parvenir à maturité que par » l'opération de la femme. Les femmes, s'il m'est » permis d'employer cette comparaison, sont le sol

(1) Voir les numéros des 11, 18 et 25 février, des 4 et 11 mars.

(4) D'après l'*Annuaire du bureau des longitudes*, chaque mariage, en France, produit 3,72, ou moins de quatre enfants.



» qui produit des créatures humaines. Le reste de la société, hommes, jeunes et vieux, et enfants du sexe masculin (excepté le nombre de mâles qui peut être nécessaire pour donner de l'activité à la faculté prolifique des femelles), sont absolument nuls par rapport à l'objet que nous avons en vue...

» Je crois qu'il est généralement admis, comme règle générale, que les femmes cessent d'être fécondes après leur 45<sup>e</sup> année, qu'elles ne sont aptes à la génération que pendant 25 ans environ, ou de 20 à 45 ans....

» Or, si dans les recherches sur l'accroissement des nombres de l'espèce humaine d'une génération à l'autre, il ne faut compter que les femmes qui sont en âge d'enfanter, il s'en suit qu'un dénombrement des créatures humaines, dans un pays quelconque ou sur toute la surface du globe, ne peut jamais former aucun terme de la progression. Un tel dénombrement doit se composer d'hommes, de femmes et d'enfants d'âges divers, depuis l'enfant au berceau jusqu'à l'homme ou à la femme qui chancelle sur le bord de la tombe; il ne peut, dès-lors, offrir de base solide pour établir quel nombre d'individus doit se trouver dans le pays désigné ou sur toute la terre, dans le cours de 25, de 50 ou de 100 ans... Dans la société, les mâles (sauf la seule exception déjà énoncée), les vieilles femmes, les femmes stériles, les enfants du sexe féminin que le sort condamne à ne point arriver à l'âge mûr, ne sont que les bourdons de la ruche, pour tout ce qui regarde l'accroissement progressif de l'espèce. »

(Id., liv. 2, ch. 3. (1))

Les documents les plus complets qui existent sur la population d'un pays quelconque sont les tables dressées par M. Wargentin, secrétaire de l'Académie des sciences de Stockholm, d'après les dénombrements faits en Suède, de trois ans en trois ans, depuis l'année 1751 jusqu'à celle de 1775... Depuis cette époque, on a continué les dénombrements de cinq ans en cinq ans jusqu'à nos jours, et l'on a eu soin de constater l'époque des naissances, celle des décès, l'âge et le sexe de tous les habitants. Godwin a reproduit ces tables, et voici les conclusions qu'elles lui ont suggérées : Il est bon de remarquer que la Suède est un pays qui reçoit peu d'émigrants, qui n'envoie pas au dehors d'essaims de colons, où la misère, le vice et les épidémies n'exercent pas de grands ravages, où presque tout le monde se marie.

« Le nombre des femmes en état d'engendrer est à celui de toutes les personnes d'un pays comme 1 est à 5.

» Le nombre des femmes en état d'engendrer est au nombre des naissances annuelles comme 5 est à 1.

» Chaque femme nubile peut donc, l'une dans l'autre, mettre au monde quatre enfants, en supposant que la période de fécondité soit de 20 années, et cinq enfants si l'on prolonge cette période pendant 25 ans. La vérité est entre les deux. Si l'on suppose que les filles se marient à 20 ans, dans ce cas, elles ne deviendront mères qu'à 21; il faut encore ajouter à cela que l'on doit aussi avoir égard à la diminution de fécondité des femmes pendant les dernières années de cette période. En définitive, le nombre des naissances, en moyenne, ne s'élève pas au-delà de quatre par chaque mariage. »

Ces conclusions de Godwin s'accordent à peu près avec les calculs que le docteur Price a donnés sur les probabilités de la vie humaine pour chaque âge. A Norwich, par exemple, d'après Price, sur 1,185 naissances, 467 individus parviennent à l'âge de 20 ans, et 311 à celui de 45, ce qui donne une moyenne de 389. Si la moitié sort des femmes, il y en aura 195 capables d'engendrer, formant à peu près 1/6 de la population. On néglige les cas de célibat, de veuvage, de stérilité, de maladies qui rendent les femmes infécondes. D'après les cal-

culs de M. Simpson sur les probabilités de la durée de la vie à Londres, calculs basés sur les registres mortuaires de cette ville pendant une période de dix ans, de 1728 à 1737 inclusivement, sur 1,000 naissances, 360 individus atteignent l'âge de 20 ans, 192 celui de 45, soit en moyenne 276. On peut regarder la moitié de ce nombre comme indiquant les femmes capables d'engendrer, soit 138 ou 1/7 de la population. (1)

En résumé, la durée moyenne des mariages est de 16 ans. Mais toutes les femmes ne se marient pas; un grand nombre des épouses ont au-delà de 20 ans, beaucoup d'époux plus de 25, ce qui réduit le nombre des années que leur union aurait pu durer, et abrège de même la période pendant laquelle les femmes pourraient donner des enfants. Le nombre moyen des naissances éprouvera une diminution, non-seulement par la mortalité des femmes en âge de faire des enfants, mais encore par le nombre de celles que la mauvaise santé rend chaque jour incapables de devenir mères. Il y a toujours un certain nombre de femmes stériles et de maris impuissants. Quelques femmes ont une prédisposition à ne faire que des fausses couches. Beaucoup de femmes n'ont qu'un seul enfant, d'autres n'en mettent pas au monde au-delà de deux. Quoique la période pendant laquelle les femmes peuvent faire des enfants puisse s'étendre depuis l'âge de 20 jusqu'à celui de 45 ans, cependant l'énergie de cette faculté éprouve une grande diminution pendant un temps considérable avant de cesser tout à fait.

Godwin a étudié les causes de l'accroissement de la population américaine, et il a trouvé que, parmi ces causes, la plus énergique avait été l'émigration. Les émigrants, en général, sont jeunes, car on ne songe pas à s'expatrier quand on a déjà un pied dans la tombe. Ils composent une population d'élite parfaitement propre à la procréation. Les enfants qu'ils mettront au monde, dans leur nouvelle patrie, seront considérés par Malthus comme nés de père et mère américains d'origine. Le relevé des mariages et des naissances, les recensements faits en Amérique depuis 50 ans prouvent qu'il ne naît pas plus de quatre enfants par mariage, en moyenne; que le nombre des adultes est égal au nombre des enfants; que la population aux Etats-Unis suit constamment le même rapport qu'en Europe; que l'augmentation du nombre des citoyens provient surtout de l'arrivée de colons européens.

Malthus admet que les subsistances peuvent doubler en 25 ans et augmenter ainsi indéfiniment selon une progression arithmétique. Eh bien! s'il est prouvé que la population n'augmente pas, ne peut pas augmenter dans le même rapport, ainsi que Godwin s'est efforcé de l'établir, il n'y a point à redouter une population surabondante.

Je ne pousserai pas plus loin l'analyse du livre de Godwin; je ne reproduirai ni les chapitres dans lesquels il prouve, sans peine, qu'on peut faire produire à la terre assez d'aliments et de richesses pour la consommation de tous les hommes, alors même que la population viendrait à doubler chaque siècle, pendant des milliers d'années, ni les réfutations qu'il a faites des théories de Malthus, au point de vue de la morale, de la justice et de l'humanité; je me contenterai de recommander la lecture des *Recherches sur la population* à tous ceux que les doctrines de Malthus ont remplis d'épouvante, et je vais continuer à exposer les idées des écrivains qui ont traité la même question.

F. V.

— (La suite au prochain numéro.)

Adam Smith disait, à une époque où la richesse était beaucoup moins inégalement répartie qu'aujourd'hui, que pour un riche il fallait qu'il y eût cinq cents pauvres. La richesse est beaucoup plus grande qu'alors, mais aussi s'il y a plus de riches et des gens plus riches, il y a peut-être dix fois plus de pauvres chez lesquels le sentiment de la misère a décuplé.

DE MOROGUES.

## POÉSIE POPULAIRE.

### LA CHANSON DE LA CHEMISE,

Par Th. Hood. (Traduction littérale.)

Nous avons parlé des *Work-houses* de l'Angleterre; nous avons dit à quelles dures conditions les secours de la charité légale étaient offerts aux indigents; nous avons expliqué comment le droit au travail avait dégénéré en droit à l'assistance, puis en droit à la prison; enfin, comment le droit à la prison était lui-même devenu un privilège.

Dans les bagues que la philanthropie Malthusienne a données pour asile à la pauvreté, on a songé à tirer parti du travail des détenus, comme dans nos prisons et nos dépôts de mendicité; et il est arrivé, comme chez nous, que le travail des prisonniers a fait au travail libre une concurrence meurtrière, une concurrence qui a eu pour effet de mettre le prix de la main-d'œuvre au rabais, de faire tomber le taux des salaires au-dessous du minimum de subsistances indispensables pour entretenir la vie du travailleur.

Les directeurs des *Work-houses*, comme les directeurs de nos prisons et de nos maisons centrales, ont mis à la sous-enchère le travail des détenus, l'ont adjugé à des spéculateurs; et les *Work-houses* ont été transformés en ateliers de confection. Là, les prisonniers soumis au travail obligatoire par les règlements, nourris et logés aux frais de l'Etat ou des paroisses, travaillent sans discuter les conditions du marché, travaillent pour échapper aux ennuis de l'oisiveté, d'abord, et puis pour gagner quelques centimes à l'aide desquels ils peuvent se procurer, à la cantine, ce que l'administration ne leur donne pas, le sucre, le thé, dont les anglais ne peuvent se passer, et le tabac, consolation des prisonniers.

Il existe des *Work-houses* sur tous les points de l'Angleterre, et dans ce pays si riche et si florissant, le nombre des pauvres est tellement considérable, que partout les prisons sont encombrées. Les hommes, nous l'avons déjà dit, tiennent l'emploi des chevaux aveugles de nos manèges, font mouvoir, à force de bras, des meules qui roulent dans le vide et qui agitent l'air en pure perte; les femmes sont employées à des travaux de couture et de lingerie pour le compte des spéculateurs.

Dans nos couvents, dans nos communautés religieuses, les femmes travaillent à vil prix; mais, dans les *Work-houses*, elles travaillent à des prix impossibles. Il y a quelques années, par exemple, la façon d'une chemise était payée par les entrepreneurs de 25 à 50 centimes, dont 20 ou 40 pour l'administration des pauvres et 5 ou 10 pour les malheureuses détenues. Ce prix de 25 ou de 50 centimes servait de régulateur pour les façons payées aux ouvriers libres. Il fallait même sous-enchérir encore pour obtenir la préférence, pour trouver de l'ouvrage.

C'est là ce qui a inspiré à Th. Hood, l'ouvrier poète, cette lamentable complainte que nous traduisons mot à mot, et qui est devenue la *Marseillaise* des prolétaires anglais, la *Marseillaise* de la misère et du désespoir. C'est une pauvre couturière qui chante :

Les doigts épuisés et amaigris,  
Les paupières rougies et allourdies,  
Une femme assise, couverte de haillons indignes,

(1) Sur l'impossibilité de la progression géométrique, voir la savante dissertation de M. David Booth, à la fin du 1<sup>er</sup> vol. de Godwin. Malthus semble oublier que l'accroissement de la population ne résulte point de l'augmentation seule du nombre des naissances, mais de l'excédant des naissances sur les décès.

(1) En France, d'après l'*Annuaire du bureau des longitudes*, on compte 1 naissance sur 32,5 habitants. Si la durée moyenne de la vie est de 34 ou de 35 ans, nous sommes loin de la progression géométrique.



FEUILLETON.

ENSEIGNEMENT MUSICAL POPULAIRE.

COURS CHEVÉ.

Travaillait, fatiguant son aiguille et son  
Couds! couds! couds!  
Dans la misère, la faim et la saleté...  
Et toutefois, d'un accent vibrant de douleur,  
Elle chantait : *La chanson de la Chemise!*

« Travaillait! travaille! travaille! »  
Dès que chante le coq,  
« Et travaille! travaille! travaille! »  
Jusqu'à ce que les étoiles brillent au-dessus des toits!  
Ce n'est rien que d'être esclave  
Chez les Turcs barbares.  
Là où la femme n'eut jamais d'âme à sauver,  
Si tel est le sort d'une femme chrétienne.

« Travaillait! travaille! travaille! »  
Jusqu'à ce que le vertige me prenne,  
« Travaillait! travaille! travaille! »  
Jusqu'à ce que mes yeux s'appesantissent et se  
« Ourle, pique et couds, » (troublent!  
« Couds, pique et ourle, »  
Jusqu'à ce que je m'assoupisse sur les boutons  
Et je les coudrai jusque dans mes rêves.

Oh! vous, qui avez des sœurs qui vous sont chères!  
Oh! vous, qui avez des mères et des épouses!  
Ce n'est pas du linge que vous usez,  
Mais la vie de créatures humaines!  
« Couds, couds, couds, »  
Dans la misère, la faim et la saleté,  
Cousant à la fois  
La linceul et une chemise.

Mais pourquoi parler de la mort,  
Ce fantôme au squelette hideux?  
C'est à peine si je crains sa forme terrible,  
Tant elle ressemble à la mienne!  
Tant elle ressemble à la mienne,  
A cause de mes longs jeûnes.  
Oh! Dieu, faut-il que le pain soit si cher,  
Et le sang et la chair à si bon marché!

« Travaillait! travaille! travaille! »  
Mon labeur jamais ne cesse;  
Et quel est mon salaire? un lit de paille,  
Une croûte de pain et des haillons;  
Ce toit effondré, ce carreau froid,  
Une table, une chaise boiteuse,  
Et un mur si nu que parfois je remercie  
Mon ombre de s'y dessiner.

« Travaillait! travaille! travaille! »  
Pendant que les heures succèdent aux heures mo-  
« Travaillait! travaille! travaille! » notones,  
Comme les prisonniers pour racheter leur crime!  
Ourle, pique et couds,  
Couds, pique et ourle  
Jusqu'à ce que le cœur défaille, jusqu'à ce que le  
(cerveau  
S'engourdisse, comme les doigts fatigués.

« Travaillait! travaille! travaille! »  
Pendant les tristes jours de décembre,  
« Et travaille! travaille! travaille! »  
Alors que le temps est chaud et clair,  
Alors que sous les bords des toits  
Les hirondelles couveuses s'attachent,  
Comme pour me montrer leur dos reflétant le soleil  
Et me narguer avec le printemps.

Oh! rien que respirer les senteurs  
Des violettes et des douces primevères,  
Avec le ciel sur la tête  
Et l'herbe sous les pieds!  
Rien qu'une heure  
Pour ressentir ce que je sentais  
Avant de savoir les souffrances du besoin!  
Et dire qu'une promenade coûte un repas!

Oh! rien qu'une heure!  
Rien qu'un moment, si court qu'il soit!  
Mais je n'ai pas de ces loisirs bénis par l'Amour ou  
(l'Espérance;  
Je n'ai de temps que pour la douleur!  
Pleurer un peu soulagerait mon cœur;  
Mais dans leur source amère  
Mes pleurs doivent tarir: car chaque larme  
Arrêterait mon aiguille et mon fil!

Les doigts épuisés et amaigris,  
Les paupières rougies et alourdies,  
Une femme assise, couverte de haillons indignes,  
Travaillait, fatiguant son aiguille et son fil.  
« Couds! couds! couds! »  
Dans la misère, la faim et la saleté,  
Et toutefois, d'un accent vibrant de douleur,  
Plût à Dieu que sa voix fût entendue du riche!  
Elle chantait cette *Chanson de la Chemise*.

La musique est la langue du cœur, la langue universelle qui parle à tous les hommes et que comprennent instinctivement tous les êtres créés. Pour cette cause, l'enseignement musical tint toujours une place importante dans le cadre des divers plans d'éducation intégrale imaginés par les grands législateurs des peuples. Aristote, Képler, Jean-Jacques Rousseau, Charles Fourier, et tous les grands génies dont le cerveau s'est usé à la recherche des lois de l'harmonie universelle et divine, ont été fatalement ramenés, par la nature même de leurs travaux, à l'étude des lois de l'harmonie humaine et matérielle. Platon seul a chassé les musiciens et les poètes de sa république idéale; mais Platon, en ceci, s'est montré conséquent avec ses principes. La musique n'avait rien à voir en une société qui ne tenait nul compte de l'amour ni de la famille. La poésie, qui vit d'amour et de sentiments tendres, comme la musique, était de trop dans une république où la femme était considérée comme simple instrument de plaisir et déclarée la propriété de tous, où la promiscuité rendait la paternité impossible et où l'enfant rentrait, comme sa mère, dans le domaine commun. La femme et l'enfant sont la parure naturelle des fêtes dont la musique est l'âme. La musique et le chant sont les deux fils conducteurs de l'enthousiasme électrique. Pas de femmes, pas de fêtes; plus de fêtes, plus de chants. Du reste, l'opinion de Platon sur l'amour, la famille, les musiciens et les poètes n'a jamais fait autorité pour les réformateurs sérieux.

Mais c'est à bon droit que ces réformateurs sérieux ont fait de l'enseignement de l'art musical une des bases primordiales de l'éducation du peuple.

La musique est le plus sensuel et le plus matériel des arts, disent les moralistes moroses, ennemis des plaisirs, en théorie surtout.

C'est précisément parce que la musique s'adresse aux sens avant de s'adresser à l'âme, qu'elle doit être le premier rudiment de l'éducation rationnelle. Il faut bien commencer par parler aux sens de l'enfant pour l'instruire, puisque sa raison n'est pas faite encore. Or, les douces impressions de la musique et du chant sont assurément les plus puissantes à dégrossir les sens de l'enfant, à développer chez lui les tendances heureuses du caractère, l'amour de ses semblables, le désir de savoir. La musique a pour effet d'ouvrir toute intelligence naissante à la conception vague des lois supérieures de l'harmonie.

Nous aurions trop à écrire, s'il nous fallait citer à l'appui de ces principes les témoignages de tous les penseurs illustres qui les ont confessés. Disons seulement que la question n'est plus même controversée aujourd'hui.

Ces mythes, aussi vieux que le monde, d'Orphée adoucissant les tigres des déserts, d'Amphion bâtissant une ville, et forçant les pierres de s'élever d'elles-mêmes l'une sur l'autre, aux accords de sa lyre, ne sont que la constatation historique d'une haute vérité. La naissance et les progrès de l'art musical se lient intimement, dans l'histoire, à la naissance et aux progrès de la civilisation. Le poète, le musicien, le médecin, le prophète, le révélateur, quel qu'il soit, des lois de la nature, sont désignés indistinctement par le nom de *vates* (devin), dans la langue des premiers âges du monde.

L'enseignement musical fut longtemps, comme tous les autres enseignements, le privilège du petit nombre. Relégué dans les temples et dans les monastères, il servit à accroître le prestige du culte et des cérémonies des religions mystérieuses. La religion catholique en sut tirer un immense parti pour l'éclat de ses fêtes. De grands législateurs, comme l'empereur Charlemagne, firent entrer l'étude de la musique religieuse dans le programme de l'examen des clercs. Les clercs sont les premiers ilotes qu'ait affranchis la science.

Jean-Jacques, le plus éloquent et le plus sensible de tous les écrivains immortels, celui de tous les hommes qui aime le plus chrétiennement ses frères, après le Christ, celui qui souffrit le plus des souffrances de l'humanité, Jean-Jacques est aussi le savant qui comprit le mieux la nécessité de populariser l'étude de l'enseignement musical.

La langue musicale était, du temps de Jean-Jacques, ce qu'elle est encore aujourd'hui, un indéchiffrable grimoire dont la lecture exigeait seule

de longues années d'études rebutantes et opposait à la vulgarisation de l'art d'insurmontables entraves. Cette difficulté des études préliminaires faisait fatalement de la science un monopole pour un très petit nombre d'initiés. Le peuple, qui vit au jour le jour, n'a pas des années à consacrer à l'apprentissage des arts d'agrément.

L'écriture musicale était, pour l'étude de la musique, la même pierre d'achoppement que le chiffre romain pour l'étude du calcul mathématique. On sait quelle impulsion immense donna à cette dernière étude l'adoption universelle du chiffre arabe. Jean-Jacques conçut l'idée d'émanciper la musique à l'aide du même instrument qui avait émancipé le calcul, et de substituer le chiffre arabe aux signes barbares et indéchiffrables employés jusque-là pour l'annotation des airs.

La réforme était trop radicale pour ne pas susciter une réprobation formidable. Le corps savant d'alors, l'Académie royale de musique, la repoussa comme le parlement de Paris avait repoussé le café et la pomme de terre, comme l'Académie des sciences repoussa depuis l'invention de Jouffroy et celle de Fulton (le bateau à vapeur). L'histoire des sottises humaines est écrite dans les décisions des corps savants et des corps judiciaires.

Cependant la méthode de Rousseau était incomplète, car le procédé d'application, simple et facile, manquait à la théorie; le principe seul en était rationnel, et le germe de l'idée ne devait fructifier que plus tard.

Le système graphique de Jean-Jacques, l'écriture musicale en chiffres, resta soixante ans sous le coup de la sentence de l'Académie de Paris. L'honneur de relever ce système de l'excommunication on de l'obscurantisme était réservé à Galin.

Pierre Galin, de Bordeaux, né en 1786, mort en 1822, fut un de ces obscurs ouvriers du grand œuvre, pour qui leurs contemporains ingrats n'ont qu'indifférence et dédain. Fils de ses œuvres, comme Jean-Jacques, mathématicien distingué, penseur d'élite, dévoré du besoin de s'illustrer et de servir, il mourut à la peine. La publicité de la presse, cette grande prostituée du charlatanisme, fit défaut à l'homme droit qui n'avait que le savoir et non le savoir-faire. D'indignes plagiaires, abusant de son inexpérience des affaires, osèrent lui contester publiquement la propriété de ses travaux. L'âme de Galin fut moins forte que ses chagrins; il s'éteignit à l'âge de 36 ans, victime de la double conspiration du dénigrement et du silence.

Pierre Galin est connu dans le monde musical comme auteur de la méthode du *Métoplaste*. Il a exposé son système dans un ouvrage intitulé: *Exposition d'une nouvelle méthode pour l'enseignement de la musique*. Nous renvoyons à l'étude de ce traité remarquable à plus d'un titre tous ceux de nos lecteurs qu'intéressent les propres de l'art musical et la question d'enseignement.

L'œuvre de Galin, ou plutôt la guerre entreprise par Galin contre la routine, a été continuée, depuis vingt ans, avec un courage et une persévérance au-dessus tout éloges par M. Aimé Paris, le plus ardent et le plus zélé de ses disciples. A ce dévouement à toute épreuve, et qui devait, la raison aidant, triompher de tous les obstacles de la routine, est venu s'adjoindre, depuis dix ans, le dévouement non moins actif de M. et de Mme Emile Chevè, dont l'enseignement oral et l'enseignement écrit ont gagné d'innombrables partisans à la méthode naturelle. Comme Galin avait perfectionné le système de Rousseau, M. Aimé Paris, M. et Mme Chevè ont perfectionné la méthode du professeur de Bordeaux, et nous pouvons affirmer aujourd'hui, en toute connaissance de cause, que grâce à l'énergie et aux efforts des trois professeurs que nous venons de nommer, le succès de la méthode de Rousseau et de Galin est désormais assuré.

La pratique, en effet, s'est chargée de démontrer aux plus incrédules la supériorité du nouveau mode d'enseignement musical sur l'ancien: de fastidieux qu'il était autrefois, cet enseignement est devenu plein d'attraits et de charme pour l'enfance. Or, c'est au degré d'attrait de l'enseignement que se mesure la supériorité des méthodes.

Le premier résultat de la substitution de la méthode attrayante ou naturelle à la méthode routinière et répugnante est de faire entrer le peuple, c'est-à-dire la masse, en participation des jouissances réservées jusque-là aux privilégiés de la fortune et du hasard. Ainsi, la méthode Galin-Paris-Chevè rend l'étude de la musique accessible à toutes les classes et à tous les âges, et le charme de cette étude en fait le fondement obligé de l'éducation populaire.



Nous poursuivons sous toutes ses faces l'amélioration de l'éducation populaire. Nos lecteurs nous pardonneront donc, en raison de l'importance du résultat que nous voulons atteindre, la longueur des considérations qui précèdent, et que nous abrégons autant qu'il nous est possible de le faire; car nous aurions dû raconter les déboires dont les courageux propagateurs de la méthode populaire ont été abreuvés depuis vingt ans qu'ils travaillent à faire adopter les procédés si simples et si faciles de Galin. Nous aurions dû signaler le mauvais vouloir traditionnel de l'administration à l'égard des réformateurs; la pusillanimité des grands maîtres et des directeurs de l'enseignement musical officiel, approuvant secrètement la méthode nouvelle et demeurant, par intérêt, attachés à l'ancienne; enfin, la mauvaise foi des journaux, ces grands souteneurs d'abus, qui s'enracinent comme teigne aux pratiques de la routine, prônant sans relâche, à grand renfort de tam-tam et de cymbales, les merveilles de l'Orphéon, qui ne tiennent en rien du prodige, et refusant impitoyablement l'accès de leurs colonnes à l'apologie ou à la critique de la méthode Galin. Ce n'est pas sans douleur que nous avons retrouvé encore, parmi les souteneurs les plus acharnés de la routine, un célèbre professeur de chimie et de médecine légale, dont le nom a été compromis depuis quelques années dans de tristes débats.

Disons simplement que, pendant dix ans, MM. Paris et Chevè ont sollicité vainement de l'administration le concours public entre la méthode Galin et la méthode Wilhem; qu'ils ont vainement offert de payer tous les frais de l'expérience et d'enseigner, gratuitement et concurremment avec leurs adversaires, des enfants que l'administration voudrait bien leur confier, afin de démontrer, par une expérimentation publique et faite au grand jour, à laquelle des deux méthodes devait rester le terrain de l'enseignement musical populaire.

Nous avions espéré un instant que la révolution de février serait assez puissante pour ramener à l'équité les édiles de la cité parisienne et le grand conseil de l'instruction musicale. Le bruit avait couru, en effet, il y a quelques mois, que ce concours, depuis si longtemps réclamé par les disciples de Galin, aurait lieu, et que la commission du chant allait ouvrir la lice aux champions des deux méthodes; mais ce bruit n'a pas tardé à se dissiper. La sous-commission du chant, composée de trois juges inflexibles, mais non musiciens, aurait mis son veto à la décision de la commission supérieure, composée de musiciens, et la conclusion de l'affaire serait indéfiniment ajournée.

Ainsi, la ville de Paris, la capitale des arts, la ville aux budgets monstrueux, se sera laissé distancer dans la voie du progrès et des institutions populaires par la ville de Rouen; car l'administration municipale de Rouen n'avait pas attendu la révolution pour témoigner de ses sympathies en faveur des classes laborieuses, en confiant à M. Aimé Paris l'enseignement musical des enfants dans une de ses écoles communales.

Une bouche indiscrète nous a révélé un fait assez curieux qui nous explique presque cette antipathie obstinée du conseil municipal de Paris pour la méthode de Galin. M. Considérant, membre de ladite assemblée, aurait, à diverses reprises, chaudement appuyé la prise en considération de la demande de M. Chevè. Or, M. Considérant est socialiste; donc la méthode de Galin, mort en 1822, doit servir quelque peu l'hérésie. *Vade retro Satanas*. Arrière ces damnés socialistes qui sacrifient leur temps, leur santé, leur fortune à l'éducation des enfants de l'ouvrier, du pauvre!

Heureusement que des arguments de cette force n'ont pas le privilège de paralyser tous les bons vouloirs et que le tribunal des trois n'est pas un tribunal sans appel. Ce que le conseil municipal n'a pas osé faire, une simple municipalité d'arrondissement l'a fait, et l'Association polytechnique a montré le bon exemple à tous.

L'Association polytechnique a mis à la disposition de M. Chevè la salle Saint-Méry, appartenant à la ville de Paris. M. Chevè s'y est immédiatement installé. L'ouverture du cours a eu lieu le 23 janvier. Depuis ce jour d'ouverture, la salle Saint-Méry, qui contient 900 auditeurs, est trop petite pour contenir la foule qui se presse aux leçons attrayantes du courageux professeur. Le succès de la méthode et celui du professeur ont été tels, que tous les autres cours du voisinage se sont plaints de la concurrence, et que l'idée est venue, dit-on, à Monseigneur Falloux, évêque de l'instruction publique, d'employer désormais l'enseignement de la méthode Galin comme instrument de

démolition contre les clubs. Le gouvernement rivalisant avec les clubs, pour instruire et moraliser les classes pauvres, ceci est trop beau pour y croire! Son Excellence ne sait pas apparemment quels dangers court son âme, s'il s'avise de donner dans cette voie, qui est la voie de la concurrence émulative véritable, une des plus coupables hérésies de ces socialistes maudits.

Alors la mairie du 11<sup>e</sup> arrondissement, qui est la mairie de l'Université, de la Sorbonne et des Ecoles, et qui avait entendu parler du succès de M. le docteur Chevè à la salle Saint-Méry, a cru qu'il était de son honneur de ne pas priver plus longtemps ses administrés des bénéfices de la nouvelle méthode. Donc, par une galanterie de bon goût, et dont le disciple de Galin a dû être touché jusqu'au fond du cœur, elle a offert à M. Chevè, pour y faire son cours gratuit de musique vocale, le grand amphithéâtre de l'Ecole de Médecine, la salle même où professe M. le docteur espagnol Orfila, l'ennemi le plus intime de la méthode Galin. M. le docteur Chevè, dont le dévouement ne recule devant aucun sacrifice de temps, de santé, ni de peine, et qui faisait déjà trois ou quatre cours gratuits par semaine, a accepté avec reconnaissance la proposition de la municipalité du 11<sup>e</sup> arrondissement; et il est arrivé pour le grand amphithéâtre de l'Ecole de Médecine la même chose que pour la salle Saint-Méry: le grand amphithéâtre s'est trouvé trop petit pour l'affluence des élèves, attirés à l'étude de la musique par le charme de la méthode d'enseignement.

Il est assez probable que Messieurs de la commission du chant, effrayés du succès des cours gratuits de l'Ecole de Médecine et de la salle Saint-Méry, seront forcés de transiger, avant peu, avec l'opinion publique et de décréter le concours entre la méthode Galin et la méthode Wilhem, si obstinément refusé jusqu'ici. Reste à savoir si M. le docteur Chevè, le cas échéant, jugera à propos d'accepter le cartel.

En effet, le procès pendant entre les deux méthodes est depuis longtemps jugé par l'opinion publique. L'expérience a parlé, et il n'y a pas à s'inscrire en faux contre l'expérience. Le plus grand nombre des orphéonistes, défenseurs-nés de la méthode Wilhem, ayant passé à l'ennemi avec armes et bagages, nous estimons en notre âme et conscience qu'il n'y a plus lieu à concours, et que l'acceptation d'un nouveau cartel par les disciples de Galin serait de leur part abus de générosité et duperie. Nous exprimerons ici le regret sincère de voir le nom de Wilhem, qui a rendu de véritables services à la science populaire, compromis dans une déplorable tentative de résistance aux idées de progrès.

Nous avons suivi longtemps et avec plus de plaisir encore que de persévérance les cours payés et gratuits de M. et de Mme Chevè. Nous avons été en position d'admirer les résultats merveilleux d'une méthode qui ne connaît, pour ainsi dire, pas de nature rebelle à l'enseignement musical, qui n'intéresse pas seulement les élèves, mais qui les passionne avec plus de puissance qu'aucune récréation. Nous avons vu dans une école de frères, ce que nous n'avions jamais vu dans le cours de nos classes, au collège et ailleurs, des enfants mutins ramenés à l'obéissance par la seule menace de la privation du cours de musique. Et en présence de ces résultats remarquables, et pour protester contre les tristes influences de l'esprit de routine, nous avons éprouvé le besoin d'adresser l'expression de notre gratitude et de nos sympathies affectueuses à M. et à Mme Emile Chevè, à M. Aimé Paris, à ces apôtres courageux de la bonne cause, dont l'infatigable dévouement a déjà réussi à agrandir si magnifiquement le domaine des joissances intellectuelles des classes déshéritées.

A. TOESSENEL.

#### ACTE D'ASSOCIATION ENTRE PATRON ET OUVRIERS.

Nous croyons inutile de publier tous les actes qui régissent les associations récemment établies, mais nous tenons à donner au moins les formules diverses qui ont servi de modèles pour chaque espèce de sociétés.

Nous avons publié déjà: 1<sup>o</sup> un acte de société entre ouvriers, rédigé par la commission officielle (dans notre numéro spécimen); 2<sup>o</sup> un acte de société purement civile entre ouvriers et ouvrières de la chemiserie (numéro du 21 janvier); 3<sup>o</sup> un

acte de société en nom collectif entre ouvriers, rédigé en dehors de toute influence de la commission officielle (numéro du 4 février.— Société des cuisiniers).

Nous donnons aujourd'hui une nouvelle formule qui ne ressemble point aux précédentes. C'est une association entre un ingénieur-patron et ses ouvriers, avec participation aux bénéfices pour les ouvriers non associés en nom collectif.

Cet acte a été approuvé par la commission officielle, et les associés ont reçu 120,000 fr. sur les trois millions votés par l'Assemblée nationale.

#### Statuts de la société des forges d'Arcachon.

Suivant acte passé, le 24 août 1848, devant M<sup>e</sup> Jamin et son collègue, notaires à Paris, entre M. Brothier, ingénieur, et le mandataire de 24 ouvriers ou employés de l'usine d'Arcachon, il a été dit et convenu ce qui suit:

#### TITRE I<sup>er</sup>.— Forme, siège, durée de la Société.

Article 1<sup>er</sup>. Il y aura Société entre les sus-nommés pour l'exploitation des hauts-fourneaux et forges, la fabrication des fontes brutes, des fontes moulées et du fer, et la culture des terres dépendantes de l'usine connue sous le nom de forges et fonderies d'Arcachon.

Art. 2. La Société sera en nom collectif.

Art. 3. La durée de la Société sera de vingt-cinq ans à partir de ce jour.

Art. 4. Le siège de la Société est fixé auxdites forges situées commune de la Teste de Buch (Gironde).

Art. 5. La raison sociale sera L. Brothier et comp.

#### TITRE II.— Apport social, droit des Sociétaires.

Art. 6. Chacun des associés apporte son industrie et son travail. Il s'engage à fournir sa collaboration active, suivie et régulière à tous les travaux exécutés par la Société, et il promet de se conformer et de se soumettre à toutes les conditions qui sont ou seront établies, soit par le présent acte de Société, soit par des règlements de travail et d'atelier faits en exécution de cet acte.

Art. 7. Tous les employés, ouvriers et ouvrières, autres que les associés comparants, qui travailleront dans l'usine, porteront le titre d'intéressés, et prendront part aux bénéfices dans une proportion qui sera plus bas déterminée. Les bénéfices seront partagés et les pertes seront réparties entre les associés et intéressés au prorata du total des salaires et prix de façon touchés par chacun d'eux.

#### TITRE III.— Administration.

Art. 8. Le citoyen Léon Brothier sera directeur-gérant; à ce titre il sera chargé de la correspondance. Il représentera la Société dans tous ses rapports avec les tiers. Il aura seul la signature sociale, dont il est bien entendu qu'il ne peut faire usage que pour les opérations de la Société, et dans les conditions et limites déterminées par le présent acte. Il fera tous les achats et ventes, recevra les sommes dues à la Société, et fera les paiements et généralement tous les actes d'administration. Il dirigera seul les travaux, tiendra ou fera tenir par les employés les écritures de la Société. Il fera, avec l'approbation du Conseil d'administration, les emprunts, tous les règlements de discipline intérieure, de travail et d'atelier; il réglera, d'accord avec le Conseil, le tarif des amendes et les conditions de la cantine. Il pourra, quand il le croira convenable, déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à l'un des Sociétaires. L'administration du directeur-gérant sera garantie par le dépôt de soixante actions de la Société des hauts-fourneaux et forges de Gujan, dans la caisse de telle administration qui sera désignée par M. le Ministre du Commerce.

Art. 9. Le directeur-gérant aura droit à un salaire de 15 francs par jour et à un dixième sur les bénéfices nets de la Société. Il aura l'usage et l'habitation des maisons, terres et dépendances situées à l'est du canal qui amène l'eau sur les roues de l'usine. Comme il est d'usage pour les ouvriers fondeurs, il aura droit au chauffage gratuit. Les frais de voyage ou autres dépenses qu'il fera dans l'intérêt de la Société lui seront remboursés et mis au rang des dépenses sociales.

Art. 10. Le directeur nommera et pourra révoquer les employés chargés sous ses ordres et sous sa responsabilité de la surveillance des travaux et de la comptabilité, lesquels feront partie des intéressés mentionnés à l'art. 7. Ces employés cesseront de faire partie de la Société aussitôt que leur révocation leur aura été notifiée, sans pouvoir réclamer aucune indemnité ou dommages-intérêts pour ce motif.

Art. 11. Le directeur fixera le salaire des em-



ployés ; mais dans aucun cas le prix de la journée qui sera alloué à chacun d'eux ne pourra être double du prix de la journée de l'ouvrier le mieux rétribué.

Art. 12. Il sera formé un Conseil d'administration et de surveillance composé :

- 1° Du directeur qui le préside ;
- 2° De deux employés de l'usine désignés par lui ;
- 3° De six membres pris par moitié parmi les associés et les intéressés, et élus par l'assemblée générale.

Art. 13. Ces six membres sont élus pour trois ans ; ils seront renouvelés par tiers d'année en année, et seront toujours rééligibles. En cas de vacance dans le courant de l'année, le Conseil se complètera en appelant dans son sein le nombre d'associés ou intéressés nécessaire pour suppléer aux vacances. Le sort déterminera l'ordre de sortie des membres du premier Conseil. Les fonctions de membre du Conseil d'administration sont gratuites.

Art. 14. Le Conseil choisira parmi ses membres deux secrétaires faisant fonction de scrutateurs lorsque le scrutin secret sera réclamé par trois membres.

Art. 15. Le Conseil d'administration se réunira de deux dimanches l'un, dans le lieu et à l'heure indiqués par le président dans la précédente séance. Il pourra être convoqué extraordinairement toutes les fois que celui-ci le jugera nécessaire.

Art. 16. La présence de cinq membres sera nécessaire à la validité des délibérations du Conseil d'administration. Ces délibérations seront prises à la simple majorité des membres présents. En cas de partage, la voix du président sera prépondérante. Les délibérations seront inscrites sur un registre spécial et signées par le président et l'un des secrétaires.

Art. 17. Le Conseil d'administration, sur la proposition du directeur-gérant, statue sur les admissions, exclusions, heures de travail, règlements de discipline intérieure, d'atelier et de cantine, sur le tarif des amendes.

Il reçoit et vérifie les comptes et les inventaires présentés par le gérant.

Néanmoins le Conseil d'administration ne pourra délibérer sur ces matières qu'autant qu'elles auront été mises à l'ordre du jour par le directeur, à moins qu'il ne s'agisse de mesures à prendre contre celui-ci.

Tous les livres de comptabilité et de correspondance seront déposés sur la table du Conseil d'administration à chaque séance, et chacun de ses membres en pourra prendre connaissance sans déplacement.

Art. 18. Le taux des salaires et le prix des façons seront réglés conformément aux usages de la forge et des autres usines du pays.

Ces prix et salaires ne pourront être augmentés et diminués que par le Conseil d'administration, sur la proposition du directeur.

Art. 19. L'assemblée générale des sociétaires sera composée de tous les associés ou intéressés, et présidée par le plus âgé d'entre eux. Ses délibérations devront être prises à la majorité des trois quarts des membres présents, et la présence des trois quarts de ses membres sera nécessaire à la validité de ses délibérations.

#### TITRE IV. Inventaires et Répartition des bénéfices.

Art. 20. Tous les six mois, un état de situation de la Société sera dressé par les soins du directeur et communiqué au Conseil d'administration. Mention de cette communication sera faite sur le registre des délibérations de ce Conseil.

Art. 21. Le 31 décembre de chaque année, toutes les écritures seront clôturées, et un inventaire général sera fait par le directeur assisté de deux membres délégués du Conseil d'administration, dont l'un sera pris parmi les associés et l'autre parmi les intéressés. Cet inventaire présentera en détail l'actif et le passif de la Société.

Art. 22. Le Conseil d'administration, renforcé de six associés ou intéressés élus par lui, recevra, le premier dimanche de février de chaque année, communication de cet inventaire et des comptes de gestion du directeur. Il devra les vérifier avec le plus grand soin, et, s'il le juge convenable, il pourra s'adjointre, pour cette vérification, un expert comptable qui sera tenu de faire son rapport dans la quinzaine qui suivra sa nomination. Si avant la fin dudit mois de février le Conseil d'administration n'a pas contesté par une délibération spéciale l'exactitude de l'inventaire et des comptes présentés, cet inventaire et ces comptes seront censés approuvés d'une manière définitive.

Art. 23. Si le Conseil croit devoir contester l'exactitude soit de l'inventaire, soit des comptes,

il fera, avant l'expiration du délai ci-dessus, signifier ses dires au directeur, et le sommer d'avoir à comparaître devant le Conseil des prud'hommes. Cette sommation devra être signée sur l'original par huit des membres du Conseil d'administration, composé pour ce cas, comme il a été dit plus haut, de quinze membres.

Art. 24. Après le règlement définitif des comptes annuels, il sera procédé par le directeur à la répartition des bénéfices.

Les bénéfices s'entendent de l'excédant d'actif d'un inventaire sur l'inventaire précédent.

Ils seront répartis de la manière suivante :

- 1° 10 p. 100 au compte du fonds de retenue indivisible ;
- 2° 10 p. 100 à la caisse de secours ;
- 3° 30 p. 100 au compte du fonds de réserve ;
- 4° 10 p. 100 au directeur à titre de dividende annuel ;
- 5° 40 p. 100 seront partagés au même titre entre les associés ou intéressés, conformément à leurs droits respectifs.

Le tableau de cette répartition et les pièces à l'appui seront communiqués au Conseil d'administration ; et, après son approbation seulement, les dividendes pourront être inscrits au crédit du compte ouvert à chaque sociétaire.

Art. 25. Le fonds de retenue indivisible n'appartient plus aux sociétaires et ne peut jamais être partagé entre eux. Il n'appartient à la Société qu'en tant qu'il faudrait y recourir pour payer des dettes. S'il devenait nécessaire d'employer ce fonds dans les opérations de la Société, ce serait seulement à titre d'emprunt, et le fonds de retenue resterait créancier de la somme ainsi employée.

Art. 26. Les fonds restés dans la caisse de secours n'appartiendront pas non plus à la Société. Ils seront exclusivement employés à allouer des secours, s'il y a lieu, aux sociétaires blessés ou malades et aux veuves et enfants des sociétaires décédés. Ils pourront également être employés à favoriser, par des prêts en argent ou en outils et matières premières l'établissement de petites associations ouvrières dans le pays.

Les amendes payées par les ouvriers feront accroissement à la caisse de secours.

L'emploi de ces fonds ne pourra avoir lieu que par suite d'une délibération du Conseil d'administration.

Art. 27. Le fonds de réserve est destiné à couvrir les pertes de commerce et à accroître successivement le fonds de roulement. Il ne sera partagé qu'à l'expiration de la Société et entre tous les associés et intéressés, au prorata du total des dividendes annuels touchés par chacun d'eux. A la suite de chaque inventaire annuel le résultat de cette répartition est porté au crédit du compte ouvert à chaque sociétaire.

#### TITRE V. Des admissions, retraites et exclusions.

Art. 28. Les associés ou intéressés restent libres de se retirer de la Société quand il le jugeront convenable. Mais, dans ce cas, ils perdent les droits qu'ils auraient pu avoir sur les bénéfices réalisés depuis le dernier inventaire jusqu'au jour de leur retraite, ainsi que sur le fonds de réserve. Il en est de même pour ceux des sociétaires qui auraient été exclus de la Société. Il pourra cependant être alloué par le Conseil d'administration, sur la proposition du directeur, un secours au sociétaire qui se retire volontairement.

Art. 29. En cas de décès d'un associé, sa part de réserve qui lui appartiendra, selon le résultat du dernier inventaire qui aura précédé le décès, sera remise à ses ayant-droit à l'expiration de la Société. Si à cette époque le fonds de réserve avait subi une diminution, la part revenant auxdits ayant-droit serait réduite dans la même proportion. Si l'un des associés se retire avant la fin de la Société pour incapacité de travail, reconnue durable et provenant d'autre cause que l'inconduite, les mêmes règles lui sont applicables. Le Conseil d'administration sera juge de ces causes.

Art. 30. Aucun ouvrier ne pourra être admis à travailler dans l'usine sans le consentement du Conseil d'administration.

Aucun ouvrier associé ou intéressé ne pourra être renvoyé de l'usine, et par conséquent exclu de l'association sans le consentement du Conseil d'administration, qui, en même temps, décidera s'il y a lieu d'accorder un secours ou une indemnité à l'ouvrier ainsi exclu pour lui tenir lieu du dividende qu'il aurait eu à recevoir à la fin de l'année s'il était resté à l'usine. Le Conseil fixera le chiffre de ce secours ou de cette indemnité, sauf recours devant le Conseil des prud'hommes en ce qui concerne le taux de l'indemnité.

Art. 31. Le directeur, nonobstant l'opposition du

Conseil d'administration, pourra toujours néanmoins prononcer l'exclusion d'un ouvrier. Mais dans ce cas l'ouvrier exclu pourra appeler le directeur devant le Conseil des prud'hommes du ressort, qui, s'il juge l'exclusion mal fondée, pourra, tout en la maintenant néanmoins, condamner le directeur à payer personnellement à l'ouvrier exclu des dommages-intérêts, dont le chiffre ne pourra dépasser la somme des salaires ou prix de façon gagnés par l'ouvrier pendant la durée de l'année qui a précédé son exclusion. Cette décision sera sans appel.

#### TITRE VI. Fin de la Société, reconstitution, modification aux statuts.

Art. 32. La retraite ou le décès de l'associé directeur n'entraînera pas la dissolution de la Société. Elle continuera avec un autre directeur présenté par l'assemblée générale sur la proposition du Conseil d'administration, et agréé par l'administration supérieure.

Art. 33. En cas de dissolution, de quelque manière qu'elle arrive, la liquidation de la Société sera faite par le directeur ou, à son défaut, par l'un des sociétaires, désigné par l'administration supérieure. Le Conseil d'administration aura tous droits de surveillance sur cette liquidation.

Art. 34. A l'expiration du terme fixé pour sa durée, la Société pourra être continuée aux mêmes conditions par une délibération de l'assemblée générale prise à la simple majorité.

Art. 35. Au cas où la Société ne serait pas continuée, et de quelque manière d'ailleurs qu'elle prenne fin, le fonds de retenue indivisible, augmenté de ce qui pourra rester dans la caisse de secours, sera remis au gouvernement, s'il existe à cette époque, un fonds public d'encouragement pour les associations entre ouvriers ou entre ouvriers et patrons.

Si ce fonds public n'existe pas, ces sommes seront mises à la disposition du conseil général du département pour être par lui appliquées à des institutions ayant pour objet l'amélioration du sort de la classe ouvrière, et à défaut aux hospices du chef-lieu.

Art. 36. Les changements, modifications, additions ou suppressions apportés aux présents statuts, le décès, la retraite, l'exclusion ou la mort civile de l'un des associés, l'admission de nouveaux sociétaires n'entraînent pas la dissolution de la Société, qui continuera jusqu'à l'expiration du terme fixé pour sa durée par le présent acte.

L'associé qui se retire volontairement pour quelle cause que ce soit, celui qui est exclu, non plus que leurs ayant-droit ou ayant-cause et ceux d'un sociétaire décédé, ne peuvent requérir en aucun cas aucune apposition de scellés sur les livres ou biens meubles de la Société, non plus qu'aucun inventaire.

Art. 37. Tout projet de modification aux présents statuts devra être communiqué à M. le ministre du commerce un mois avant qu'il en soit délibéré en assemblée générale.

Aucune modification ne pourra être adoptée que sur la proposition du Conseil d'administration, à la majorité des deux tiers des membres présents.

Les modifications ne peuvent jamais porter sur les articles 6, 7, 24, 25, 30, 31, 32, 35, et 37, qu'avec l'approbation expresse de M. le Ministre du Commerce.

Les règlements d'intérieur, de discipline, de travail et d'atelier devront également être communiqués à M. le Ministre du Commerce un mois avant leur mise en activité.

Art. 38. Toutes les contestations qui pourraient s'élever entre les associés eux-mêmes ou avec les héritiers et représentants de l'un d'eux, seront déferées au conseil des prud'hommes.

Art. 39. Le Conseil d'administration pour la présente année se composera des citoyens

Art. 40. Le citoyen P. de Thiéry est chargé de traiter au nom de la Société avec les propriétaires du haut-fourneau et forges de Gujan, et de leur affermer, aux conditions qu'il jugera les plus favorables, ladite usine avec ses terrains et dépendances ; la Société s'engageant à exécuter les conventions qu'il aura ainsi faites en son nom.

Art. 41. Le citoyen Brothier est chargé de traiter au nom de la Société, d'un emprunt pour la somme de 120,000 francs, de souscrire aux conditions qui seront convenues, de signer de la raison sociale tous actes nécessaires à la réalisation de cet emprunt, d'en recevoir le montant et d'en donner quittance.

L'un des propriétaires, LEOPOLD GRAFFIN.  
imprimerie Focssilgum, rue du Croissant, 12.